

L'industrie : grandeur, ou servitude ?

Il n'y a pas de sot métier... L'adage pourrait retrouver une jeunesse dans une France qui cherche ses emplois. On ne pourra lutter contre le chômage par les seuls métiers non industriels. Il convient d'abaisser la charge fiscale que supportent les entreprises, de mieux former aux métiers manuels, et de ne pas mépriser des activités nouvelles, comme les centres d'appel, que d'autres pays sont prompts à nous ravir.

par **Sophie de MENTHON**, Présidente d'ETHIC*

Si l'on en croit la rumeur pessimiste ambiante : « *Il faut, en France, laisser tomber les « boulots manuels » et l'industrie ; il n'y a plus d'avenir que dans les services ! Nous, les Français, nous sommes des intellos : nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées !* ». Les coupables sont tout trouvés : ils sont chinois (forcément). « *Ils fabriquent, à tour de bras, les produits que nous fabriquons depuis cent ans, et ils prétendent nous les vendre dix fois moins cher – écœurant !* »

Au-delà de la caricature se pose une vraie question : comment rester concurrentiels face à des pays où les ouvriers sont payés dix fois moins que le Smic français ? Surtout en accablant l'industrie d'une réglementation tatillonne, avec son code du travail soupçonneux et toujours les mêmes 35 heures ? En réponse à cela, on prétend repousser la concurrence des pays émergents en abaissant – voire, en supprimant – les charges sur les bas salaires, et en adoptant une TVA sociale (ou écologique) de façon à pénaliser les produits importés.

« Habilement », on interdira, ou bien (ce qui revient au même) on rendra très difficiles les licenciements et les délocalisations, en taxant les produits importés jusqu'à ce que leur prix devienne exorbitant (surtout pour des consommateurs désargentés), et en obligeant des industriels à produire en France avec des salariés bénéficiant d'un statut de quasi-fonctionnaires : ça, au moins, c'est ce qu'on appelle patriotisme économique ! Et puis quand l'inéluctable arrivera, quand notre industrie aura disparu, on s'étonnera, on trouvera un bouc émissaire :

les mauvais patrons, les Chinois, la mondialisation ultralibérale, etc. et on proclamera : « *On a tout fait pour sauver des emplois !* » en oubliant, au passage, que cette stratégie était celle de l'Europe de l'Est, avant qu'elle ne s'effondre dans la ruine et la pauvreté.

Promouvoir cette stratégie défensive est une grave erreur, car l'industrie est une des forces majeures de la France dans la compétition internationale. Elle peut, et doit, rester un instrument de conquête et d'enrichissement pour notre pays. Mais il s'agit, en l'occurrence, d'une tout autre industrie, qui n'a rien à voir avec celle de papa.

La France est une nation d'ingénieurs et d'artisans de grand talent. Les « compagnons » français possèdent toujours un tour de main inégalé, en particulier dans toutes ces PME familiales, sous-traitantes des grandes entreprises.

La valeur ajoutée de l'industrie française réside dans sa faculté à concevoir des produits et des *process* de production performants et originaux, le tout, sous un management particulièrement efficace. C'est dans ces spécificités que réside notre valeur ajoutée. Continuons à former des ingénieurs et des managers ; il n'y a aucune raison pour que ces fonctions soient délocalisées ou perdues. Dans la chaîne de la valeur, mieux vaut garder en France ce qui représente 90 % de la valeur ajoutée,

* Auteur de « *15 idées simples pour ruiner la France* », Editions Michalon.

et la moitié de la production, que les 10 % de valeur ajoutée intégrés à l'autre moitié.

Un autre mauvais réflexe, fort apprécié, consiste à pénaliser (notamment en siphonnant leurs profits) les entreprises qui font fabriquer ailleurs une partie qui ne représente que 10 % de la valeur ajoutée d'un tout – une mesure qui contraint les entreprises françaises à sortir des produits dont le prix de revient n'est plus compétitif. Obliger une entreprise à rogner sur ses marges pour espérer continuer à fabriquer en France, c'est la condamner : il n'y a plus de marges pour la recherche et le développement, et donc plus d'investissements possibles...

Cet enchaînement logique – et politiquement correct –, qui conduit à la faillite n'a rien de virtuel : c'est ce qui est en train de se passer, sous nos yeux. L'industrie française est en voie de se faire exclure du marché, et notre croissance est faible, voire inexistante.

En revanche, nos dirigeants et nos hommes politiques de tous bords sont quasi unanimes à se réjouir, à travers la presse, en s'en félicitant et congratulant mutuellement, du fait que les entreprises étrangères et les fonds de pensions investissent en France. Mais c'est là ne pas comprendre que le rachat de nos entreprises (avec comme conséquence le déménagement des centres de décision, des laboratoires de recherche, et de tout ce qui est porteur de valeur ajoutée) condamne ainsi la croissance française à court terme. Ainsi en a-t-il été de la quasi-totalité des belles PME de décolletage de la vallée de l'Arve... Au mieux, sans que personne n'y voie d'inconvénient, et au pire, en s'en réjouissant...

Retenons aussi l'aspect accablant de la déshérence dans laquelle nous maintenons nos filières de formation professionnelle, et que nous payons chèrement.

Seuls les emplois industriels non qualifiés ont vocation à disparaître. Amputer la souplesse et la réactivité des entreprises à adapter leurs outils de production au marché, faire peser sur elles une fiscalité handicapante, cela revient à les condamner et à condamner cette fois-ci la totalité de leurs emplois. On ne peut pas punir une entreprise qui cherche à accroître sa compétitivité.

C'est une attitude libérale qu'il faut adopter, même si cela semble contraire aux objectifs visés. Laisser la souplesse maximale aux entreprises pour embaucher, contracter avec leurs salariés, licencier s'il le faut, et délocaliser ce qui doit l'être... En revanche, il faut alléger les charges fiscales qui pèsent sur elles – en particulier, l'impôt sur les sociétés –, de façon à ce qu'elles puissent se battre à armes égales avec nos concurrents de l'Union européenne.

Ce sont des conditions incontournables si l'on veut en assurer la survie.

C'est l'industrie qui doit être le principal bénéficiaire des efforts qu'il faut consentir en matière de recherche après la réorganisation urgente du secteur, privilégiant les PME qui innovent, et non les grands groupes. Ce sont ces PME qui doivent bénéficier les premières de l'effet « pôles de compétitivité ». Il faut en accélérer le passage à la phase opérationnelle, sans créer des usines

à gaz et en réduisant le nombre de pôles (tout en sachant que chaque élu veut son pôle !).

Enfin, et peut être est-ce là le plus important : il faut revaloriser toute la filière des métiers manuels et de l'enseignement professionnel. Il n'y a aucune raison, par exemple, pour que des métiers d'art (comme la marqueterie) soient délocalisés au Maroc, où la qualité du travail est dans ce domaine incomparablement moindre. Nous manquons de « compagnons » suffisamment formés pour prendre la relève, ici, chez nous, de ceux qui partent à la retraite, et tout cela, parce que nous avons méprisé ces filières.

Il n'y a aucune raison non plus pour que des fabricants de robots servant à produire des médicaments, ou de matériel médical, soient obligés de se délocaliser en Suisse ou en Allemagne, faute de trouver en France des ouvriers suffisamment qualifiés formés à travailler des métaux de haute technicité au micron près. Or, tel est le cas... La qualité du travail de la main a toujours été une des forces historiques de notre pays, depuis les tailleurs de pierres de nos cathédrales jusqu'aux ouvriers de l'aéronautique. C'est en s'appuyant sur ce savoir-faire que nos industries, à commencer par celle du luxe, ont donné à la France sa renommée. Les métiers de la main sont des métiers magnifiques, loin de l'image qu'on s'en fait à travers ce qui n'est qu'un aspect négatif de la première révolution industrielle : le travail à la chaîne. La nouvelle répartition du travail que permet la mondialisation nous permet de revaloriser, de diversifier et de garder aujourd'hui ce qui représente l'essence même de ces métiers : un artisanat qui est le depositaire ultime de toute notre culture et de notre savoir-faire – un artisanat qui, aujourd'hui, trouve son développement jusque dans les nouvelles technologies.

C'est la raison pour laquelle ETHIC (Entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance) propose que l'on crée en France la première (et la seule) Université des métiers de la main. Une « université » dont ce terme, à lui seul, valorise et élève le travail manuel – cet art de fabriquer, et de créer. Une université de la précision, valorisant le corps et la main. Entraînons aussi les femmes dans des métiers qu'à tort on estime masculins, voire « virils ».

L'industrie n'est plus ce monde de sueur et de sang, de maîtres de forges et de mineurs abrutis de labeur. Difficile, de s'ôter de l'esprit que les talents de la main ne sont pas dépourvus de pensée, de culture et d'une réflexion créative...

C'est ce nouveau départ qu'il faut prendre, et vite !

Mais il existe aussi une autre industrie, que l'on n'a pas voulu considérer comme telle : l'industrie des services et même l'industrie de la communication. Prenons l'exemple du télémarketing, l'industrie des centres d'appel : c'en est bien une, puisqu'elle consiste à faire travailler des personnes qui doivent observer une cadence (de 30 à 60 appels reçus à l'heure), des horaires minutés, un rythme d'appels et qu'il s'agit de produire un « produit » formaté (dans certain cas, la conversation téléphonique doit respecter, mot à mot, un argumen-

taire pré-rédigé). En bref : on trouve, là, toutes les caractéristiques de la production industrielle. Les employeurs de ce secteur ont été pendant longtemps qualifiés de « nouveaux négriers de l'emploi »... On sentait poindre un relent de cette industrialisation que la France rejetait. Personne n'a voulu de ces centaines d'emplois, ni en comprendre les contraintes ; personne n'a compris la nécessaire flexibilité et l'avenir de ces plateformes. Aujourd'hui, ce sont des centaines de milliers

d'emplois délocalisés, jetés dehors, littéralement par snobisme salarial : « *Comment ? Des Bac + 1 ou des Bac + 2, qui doivent décrocher avant la deuxième sonnerie !?* » C'était indigne des Français, indigne de jeunes pourtant en échec de l'Education nationale. Trop tard ! Quand on a voulu les retenir, ces emplois s'étaient créés, ailleurs.

« *Il n'y a pas de sot métier, il n'y a que de sottes gens* » : La Fontaine, déjà, nous mettait en garde...

R É A L I T É S INDUSTRIELLES

une série des Annales des Mines

SOMMAIRE

INGÉNIEURS À LA FRANÇAISE, ÉCONOMIE MONDIALISÉE

— Ingénieurs à la française

Devenir ingénieur : la crise des vocations n'est pas inéluctable
Jean-Luc Delpeuch

La naissance de l'ingénieur généraliste. L'exemple de l'école des mines de Paris
Armand Hatchuel

ParisTech et la formation d'ingénieurs « à la française »
Cyrille van Effenterre

Le Groupe des écoles des mines à l'international
Alain Dorison et Marc Caffet

Polytechnique : une école engagée dans une profonde mutation pour répondre aux défis du XXI^e siècle
Yannick d'Escatha

Parabole des talents et balayage dans les coins : la formation des ingénieurs du corps des Mines
Entretien avec Marie-Solange Tissier

L'École Hubert Curien : une formation supérieure en apprentissage pour un management des risques industriels
Jean-Michel Giardina

— Les nouveaux défis

Les ingénieurs de demain : quelle formation et quelle nationalité pour la demande industrielle ?
François Soulmagnon

La construction du Viaduc de Millau : les défis techniques, les enjeux humains
Marc Buonomo

Parcours d'un ingénieur : entre rêve étudiant et réalité industrielle
Christian Père

Quels ingénieurs pour la société de l'information et de la connaissance de demain ?
Jean-Claude Jeanneret

Quels ingénieurs pour demain ? Esquisse d'un cahier des charges
Jean-Michel Yolin

Formation des élites mondiales et écoles d'ingénieurs françaises
Bernard Bobe

L'enseignement supérieur et l'innovation technologique : les enjeux pour l'Europe
Ján Figel'

— Hors dossier

Expertise et déontologie : la pratique de l'INERIS
Christian Tauziède



NOVEMBRE 2006
ISSN 1148.7941
ISBN 2-7472-1156-8

BULLETIN DE COMMANDE

A retourner aux Éditions ESKA, 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS

Tél. : 01 42 86 55 73 - Fax : 01 42 60 45 35 - <http://www.eska.fr>

Je désire recevoir exemplaire(s) du numéro de **Réalités Industrielles** novembre 2006 « Ingénieurs à la française, économie mondialisée » (ISBN 2-7472-1156-8) au prix unitaire de 23 € TTC.

Je joins un chèque bancaire à l'ordre des Éditions ESKA

un virement postal aux Éditions ESKA CCP PARIS 1667-494-Z

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville